

**TAXE D’APPRENTISSAGE 2023**

**FORMULAIRE DE PREMIERE DEMANDE D’HABILITATION**

**A retourner au service instructeur (selon la tutelle pédagogique et/ou le champ de compétences)**

**Cf. liste des référents apprentissage en dernière page (Annexe 1).**

**Date limite de dépôt des dossiers : jeudi 10 novembre 2022**

**Pour rappel de ce qu'est le solde de la taxe d'apprentissage :**

Les employeurs peuvent imputer sur le solde de la taxe d'apprentissage, à hauteur du montant mentionné au II de l'article L. 6241-2 :

1° Les dépenses réellement exposées permettant de financer le développement des formations initiales technologiques et professionnelles, hors apprentissage, et l'insertion professionnelle, dont les frais de premier équipement, de renouvellement de matériel existant et d'équipement complémentaire, dans l'une des catégories d'établissements habilités mentionnées à l'article L. 6241-5.

Les formations technologiques et professionnelles mentionnées à l'alinéa précédent sont celles qui, dispensées dans le cadre de la formation initiale, remplissent les conditions suivantes :

a) Elles conduisent à des diplômes ou titres enregistrés au répertoire national des certifications professionnelles et classés dans la nomenclature interministérielle des niveaux de formation ;

b) Elles sont dispensées à temps complet et de manière continue, ou selon un rythme approprié au sens des dispositions de l'article L. 813-9 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les subventions versées à un centre de formation d'apprentis sous forme d'équipements et de matériels conformes aux besoins des formations dispensées.

**Quels sont les établissements qui peuvent en bénéficier?**

Sont habilités à percevoir le solde de la taxe d'apprentissage au titre des dépenses mentionnées au 1° de l'article L. 6241-4 :

1° Les établissements publics d'enseignement du second degré ;

2° Les établissements d'enseignement privés du second degré gérés par des organismes à but non lucratif et qui remplissent l'une des conditions suivantes :

a) Etre lié à l'Etat par l'un des contrats d'association mentionnés à l'article L. 442-5 du code de l'éducation ou à l'article L. 813-1 du code rural et de la pêche maritime ;

b) Etre habilité à recevoir des boursiers nationaux conformément aux procédures prévues à l'article L. 531-4 du code de l'éducation ;

c) Etre reconnu conformément à la procédure prévue à l'article L. 443-2 du même code ;

3° Les établissements publics d'enseignement supérieur ou leurs groupements agissant pour leur compte ;

4° Les établissements gérés par une chambre consulaire et les établissements d'enseignement supérieur consulaire mentionnés à l'article L. 711-17 du code de commerce ;

5° Les établissements privés relevant de l'enseignement supérieur gérés par des organismes à but non lucratif ou leurs groupements agissant pour leur compte ;

6° Les établissements publics ou privés dispensant des formations conduisant aux diplômes professionnels délivrés par les ministères chargés de la santé, des affaires sociales, de la jeunesse et des sports ;

7° Les écoles de la deuxième chance, mentionnées à l'article L. 214-14 du code de l'éducation, les centres de formation gérés et administrés par l'établissement public d'insertion de la défense, mentionnés à l'article L. 130-1 du code du service national, et les établissements à but non lucratif concourant, par des actions de formation professionnelle, à offrir aux jeunes sans qualification une nouvelle chance d'accès à la qualification ;

8° Les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation, mentionnés au 2° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, ainsi que les établissements délivrant l'enseignement adapté prévu au premier alinéa de l'article L. 332-4 du code de l'éducation ;

9° Les établissements ou services mentionnés au 5° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ;

10° Les établissements ou services à caractère expérimental accueillant des jeunes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation, mentionnés au 12° du I du même article L. 312-1 ;

11° Les organismes participant au service public de l'orientation tout au long de la vie, dont la liste est établie par décision du président du conseil régional ;

12° Les écoles de production mentionnées à l'article L. 443-6 du code de l'éducation ;

13° Les organismes figurant sur une liste établie par arrêté des ministres chargés de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, agissant au plan national pour la promotion de la formation technologique et professionnelle initiale et des métiers. Cette liste est établie pour trois ans et les organismes y figurant justifient d'un niveau d'activité suffisant, déterminé par décret, pour prétendre continuer à y être inscrits. Le montant versé par les entreprises à ces organismes au titre du solde de la taxe d'apprentissage ne peut dépasser 30 % du montant dû.

**Comment s'inscrire sur la liste?**

Pour figurer sur la liste régionale, vous devez remplir le fichier excel ci-joint.

**Il est impératif de remplir autant de lignes que vous avez de formations répondant aux critères d’éligibilité.**

Voici la notice d’explications qui vous serviront à remplir ce tableau:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **RUBRIQUE** | **Obligatoire** | **ENJEUX** |
| Catégorie légale de l'établissement | OUI | Défaut de fonctionnement du moteur de recherche : l’établissement n’est pas restitué en cas de recherche par type d’établissement |
| SIRET de l'établissment | OUI | Impossibilité de traiter les données relatives à l’établissement – rejet des données au moment de l’ingestion de la liste |
| RAISON SOCIALE | OUI | Défaut de fonctionnement du moteur de recherche : à défaut d’information, cet établissement n’est pas restitué en cas de recherche par raison sociale |
| de l'établissement |   |   |
| SIGLE OU APPELLATION | NON |   |
| UAI 1 | OUI (pour cat 1 à 6) | Défaut de fonctionnement du moteur de recherche : les formations de cet établissement ne lui seront pas rattachées |
| Raison sociale au format postal | OUI | Respect de la norme postale (38 caractères) - Obstacle à la gestion des droits de l’établissement sur la plateforme (Exple : gestion des coordonnées bancaires) |
| Service destinataire  | NON |   |
| Précision géographique éventuelle (tour, immeuble, résidence, ....)  | NON |   |
| n° et libellé de la voie  | OUI | Obstacle à la gestion des droits de l’établissement sur la plateforme (Exple : gestion des coordonnées bancaires) |
| Mentions spéciales de distribution et commune d'implantation de l'entreprise (si différente du bureau distributeur) | NON |   |
| Code Postal  | OUI | Obstacle à la gestion des droits de l’établissement sur la plateforme (Exple : gestion des coordonnées bancaires) |
| COMMUNE  | OUI | Obstacle à la gestion des droits de l’établissement sur la plateforme (Exple : gestion des coordonnées bancaires) |
| TEL  | OUI | Faciliter la gestion des droits de l’établissement sur la plateforme (Exple : gestion des coordonnées bancaires) |
| MAIL  | OUI | Faciliter la gestion des droits de l’établissement sur la plateforme (Exple : gestion des coordonnées bancaires) |
| Nom de la composante si l'établissement en comprend plusieurs | OUI (si composantes) | Fonctionnement du moteur de recherche : à défaut d’information, cette composante n’est pas restituée en cas de recherche sur son nom et les formations de cette composante ne lui seront pas rattachées spécifiquement |
| UAI 2 | OUI (si composantes) | Fonctionnement du moteur de recherche : à défaut d’information, cette composante n’est pas restituée en cas de recherche sur son UAI et les formations de cette composante ne lui seront pas rattachées spécifiquement |
| CODE RNCP | OUI (pour cat 1 à 6)  | Fonctionnement du moteur de recherche : les formations concernées de cet établissement ne lui seront pas rattachées spécifiquement - rejet des données au moment de l’ingestion de la liste |
| TITRE DE DIPLÔME | OUI (pour cat 1 à 6) | Fonctionnement du moteur de recherche : les formations concernées de cet établissement ne lui seront pas rattachées spécifiquement - rejet des données au moment de l’ingestion de la liste |
| NIVEAU DE DIPLÔME | OUI (pour cat 1 à 6) | Fonctionnement du moteur de recherche : les formations concernées de cet établissement ne lui seront pas rattachées spécifiquement - rejet des données au moment de l’ingestion de la liste |
| INTITUTLE DE FORMATION | OUI (pour cat 1 à 6) | Fonctionnement du moteur de recherche : les formations concernées de cet établissement ne lui seront pas rattachées spécifiquement - rejet des données au moment de l’ingestion de la liste |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|   | **Définition** | **Format** | **Mode opératoire** | **Obligation** |
| Type de liste | Code distinguant les 3 listes réglementaires : | Alphanumérique –  | Menu déroulant | Donnée obligatoire |
|   | •N1 : liste des organismes mentionnés aux 13° du L6241-5 du code du travail | 2 caractères max |   |   |
|   | •R2 : liste des établissements, services ou écoles mentionnés aux 1° à 10° et 12° du même article |   |   |   |
|   | •R3 : liste des organismes mentionnés aux 11° du même article |   |   |   |
| Fournisseur de liste | Code INSEE désignant la région émettrice du fichier | Numérique – 2 caractères max | Menu déroulant | Donnée obligatoire |
| Année de campagne | Année de validité de l’habilitation, donc année N+1 des travaux d’instruction. Pour les habilitations accordées au 31/12/2022, l’année à mentionner est 2023 | Numérique –  | Saisie libre | Donnée obligatoire |
|   |   | 4 caractères max |   |   |
| N° Séquentiel | N° d’ordre en cas de production de fichier(s) rectificatif(s) | Numérique – 3 caractères max | Saisie libre | Donnée obligatoire |

**Le tableau doit être impérativement rempli selon les critères ci-dessous. Vous devez vous rapprocher de votre référent du ministère certificateur avant le 10 novembre 2022. Il est de votre responsable de délivrer les bonnes informations. Si cela n’est pas le cas, vous pourrez figurer sur les listes régionales 2023.**

**DATE LIMITE DES ENVOIS : le 10 novembre 2022**

|  |
| --- |
| Listes des services certificateurs - Solde de la taxe apprentissage 2023 |
| ADMINISTRATION | SERVICE | NOMS | CONTACTS |
| DREETS | AREFP | **Mme Géraldine BLANCHET-CLISSON** | geraldine.blanchet-clisson@dreets.gouv.fr |
| Pôle Cohésion sociale | **Mme Stéphane LAURE** | stephane.laure@dreets.gouv.fr |
| SERVICES ACADEMIQUES | DESUP | **M. Hervé PLESTAN** | Herve.Plestan@ac-rennes.fr |
|   | **Mme Céline JOUSSEAUME** | ce.desup@ac-rennes.fr |
| Rectorat - DAFPIC | **Mme Isabelle COULON** | Isabelle.Coullon@ac-rennes.frce.dafpic@ac-rennes.fr |
| DRAJES | **M. Pierre LE GRILL** | pierre.le-grill@ac-rennes.fr |
|   |   | **Mme Véronique MEYER** | veronique.meyer@ac-rennes.fr |
| DIRM-NAMO |   | **Mme Isabelle CHEVALIER** | Isabelle.Chevalier@developpement-durable.gouv.fr |
| DRAC |   | **Mme Nadine KERLEAU** | nadine.kerleau@culture.gouv.fr |
| DRAAF | Service régional de la formation et du développement | **Mme Emmanuelle DEGORCE** | emmanuelle.degorce@agriculture.gouv.fr |
|   | **Mme Anne-Sophie SACHET** | anne-sophie.sachet@agriculture.gouv.fr |
| ARS | Pôle professions para-médicales | **Mme Marine CHAUVETMme Véronique GAUBERT** | veronique.gaubert@ars.sante.fr |
| pôle Allocations de ressources médico-sociales | **Mme Laure COMPAIN** | laure.compain@ars.sante.fr |
| Région Bretagne | Service public régional de l'oreintation | **Mme Cécile TRIBALLIER** | cecile.triballier@bretagne.bzh franck.patard@bretagne.bzh |
| **M. Franck PATARD** |
| Préfecture de la région Bretagne | Secrétariat général pour les affaires régionales | **Mme Marie-Annick SAMAD** | marie-annick.samad@bretagne.gouv.fr |